

Anticipation des crises : application à l'Inde

Gilles LEGRAND

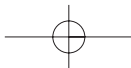
Dans son numéro de juin 2003, la revue *Défense Nationale* a présenté un article sur l'anticipation des crises nationales et internationales que permet de réaliser un outil de « crisogénie systémique ». Les principes de cet outil reposent sur la possibilité nouvelle de simuler les différents futurs potentiels d'une nation dans un système d'information, par paramétrage des tendances, puis calcul des probabilités des situations futures possibles à moyen et long terme.

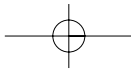
Le présent article fournit les résultats d'un tel système appliqué à titre d'exemple au cas de l'Inde.

On y constate que le XXI^e siècle devrait permettre à la démocratie indienne d'acquérir un statut de grande puissance.

La population indienne dépassera celle de la Chine en 2035. D'après la Banque mondiale, elle sera la 4^e économie du monde en 2020 après avoir développé son industrie et son commerce. Actuellement la 4^e puissance militaire du monde protège ses intérêts avec efficacité. Pour atteindre le statut de grande puissance internationale et constituer un des pôles de stabilité de l'Asie du Sud-Est en y étendant sa zone d'influence (dans laquelle vit la moitié de la population mondiale), elle devra assurer et maîtriser ses besoins de croissance, transformer ses structures sociales puis les affermir tout en obtenant la reconnaissance internationale de son rang de grande puissance. Les différentes données statistiques concernant l'Inde et les paramètres d'évolution ont été intégrés dans l'outil de simulation systémique. Les résultats des différentes simulations ⁽¹⁾ dévoilent que l'Inde a une

(1) L'horizon temporel est à 20 ans et dépend des variables. Si de nombreuses variables atteignent une valeur critique, l'estimation temporelle est à très court terme (1 an). Un indice de crise de 83 % signifie qu'il est probable à 83 % que des tensions se manifesteront. Alors, il faut préciser les types de tension sur les domaines impactés (social, financier, économique, territorial...) puis les interactions entre les domaines entre-eux et leurs effets.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

probabilité d'atteindre ses objectifs de développement et de reconnaissance internationale (67 %), par la maîtrise de sa sécurité intérieure et internationale.

Un développement économique et social et une solide cohésion nationale contribueront fortement à établir la sécurité intérieure.

La sécurité de l'Inde dans son environnement international restera asservie à ses relations avec la Chine et le Pakistan, les États-Unis et les instances internationales.

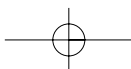
LA MAÎTRISE DE LA SÉCURITÉ DANS LE SYSTÈME SOCIAL

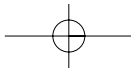
Si les trois jalons développement économique (P70), développement social (P83) et unité sociale (P60) ⁽²⁾ sont atteints, la synthèse communautaire aboutit à une stabilité (P68).

Le développement économique

Sur 1 milliard 33 millions d'habitants, 71 % n'ont pas accès à l'assainissement ; 25 % n'ont pas accès aux soins de santé (budget de santé de l'État = 0,8 % PIB) ; 44 % des adultes sont analphabètes ; 45 % ont un revenu inférieur à 1 dollar par jour ; 3,5 % disposent de plus de 1 000 € par mois ; 20 % concentrent la moitié des revenus nationaux ; et l'Inde présente une très forte disparité géoéconomique. Pour répondre aux besoins de santé, d'éducation, d'infrastructures et de défense, le PNB doit augmenter (P95). L'économie doit être davantage ouverte aux investisseurs étrangers (P65) qui doivent être rassurés (P45) par un *consensus* social (P85) et une main-d'œuvre nombreuse et qualifiée par des formations appropriées (P20). L'outil de production doit bénéficier d'un réseau de transport adéquat (P5). Pour produire et transporter, il faut posséder de l'énergie (P20) ou en importer (P75) et pour cela il faut des devises. La balance commerciale doit être excédentaire (P5). Il faut des marchés (*Saarc*, *Asean*, États-Unis, Europe, Afrique, Chine) pour écouler cette production (P65). Pour augmenter ses ventes il faut accroître sa présence (P55) et

(2) La paix sociale est probable à 68 % si les trois autres variables sont probables à 70 %, 83 % et 60 %. Dans la suite de l'article, P75 signifiera probable à 75 %.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

son influence (P45) à l'étranger. L'Inde doit aussi réduire les dépenses publiques (P35) et augmenter l'efficacité de son administration (P20), accroître l'assiette fiscale (P34) et accélérer certaines privatisations (P40). La réussite de l'organisation de la vie économique est un atout capital pour l'Inde dans les dix ans à venir, sinon le mécontentement risque de fracturer par la violence (P75) une paix sociale toujours fragilisée par les tensions interconfessionnelles. Une nation moderne se doit de réduire les inégalités trop fortes causes d'une misère et de souffrances inacceptables. La politique de libéralisation économique appliquée depuis 1991 a permis d'atteindre des taux de croissance élevés (6 %) et a permis l'essor d'industries nouvelles (TIC) ⁽³⁾. Les réserves de change s'élèvent, grâce aux revenus des services et aux transferts privés. La dette extérieure est aujourd'hui acceptable. L'Inde s'ouvre aux marchés extérieurs et, au cours des dix dernières années, les barrières tarifaires de 750 produits ont disparu et l'on peut pour ainsi dire tout importer (surtout les produits nécessaires au développement économique comme les équipements et biens intermédiaires destinés aux industries textile et informatique). De nombreux obstacles freinent une entrée de produits extérieurs préjudiciable (P85) au marché intérieur et surtout à la petite industrie.

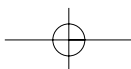
Cette ouverture équilibrée et progressive devient légitime si elle réduit un risque sociétal qui peut modérer l'intérêt des investisseurs extérieurs.

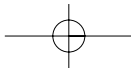
Le développement social

Les castes

La nécessité du développement humain forcera l'Inde à se libérer des formes anciennes de servage. L'Inde laïque fait de nombreux efforts pour améliorer le sort des basses castes, des intouchables et des non hindous, mais les résultats ne sont pas encore à la hauteur d'une nation moderne. Les castes, qui façonnent 80 % des villages de l'Inde, vont se modifier (P90) et se transformer (P45) sous l'effet de la période individualiste qui s'annonce (P95).

(3) TIC : technologies de l'information et des communications (15 % des exportations).





Anticipation des crises :
application à l'Inde

Le statut de la femme

Les gouvernements ⁽⁴⁾ à venir devront prendre des mesures efficaces pour améliorer le sort de la femme par rapport à l'homme sur le plan légal et social (surmortalité féminine due aux infanticides féminins et aux conditions d'accouchements, à la coutume de la dot et à l'analphabétisme) ⁽⁵⁾.

L'éducation

La croissance ne sera pas au rendez-vous (P65) si l'éducation se limite à une petite minorité de la population confinant une masse d'ignorants au prolétariat. L'enseignement doit prendre appui sur le passé et utiliser le présent pour construire une grande nation.

En même temps, l'Inde doit acquérir le meilleur de ce que l'Occident peut apporter et l'assimiler en respectant ses particularités. L'enseignement de masse reste peu efficace (P76) : 50 % des enfants des campagnes de 6-11 ans ne sont jamais allés en classe. La tradition culturelle mais aussi l'absence de priorité budgétaire (3,2 % du PNB) de la part des gouvernements expliquent ce retard qui constitue aujourd'hui un frein à la croissance. Les pays d'Asie du Sud-Est avaient, en 1960, une situation meilleure par rapport aux résultats de l'Inde de 2003 !

L'unité sociale

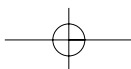
Le modèle religieux (hindouisme 83,5 %, islam 11 %, christianisme 3 %, sikhisme 2 %, bouddhisme 0,5 %) ⁽⁶⁾.

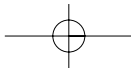
L'Inde regroupe de nombreuses communautés ethniques, linguistiques et religieuses. La cohabitation des communautés hindoues et musulmanes provoque parfois des heurts violents. Les tensions ethniques et linguistiques sont notamment à l'origine des troubles qui persistent depuis plusieurs années dans les États du Nord-Est, particulièrement en Assam, au Mizoram et au Manipur. L'Inde est aux prises avec un nouveau *djihad* contemporain qui prend plusieurs formes : à

(4) La loi interdisant aux gynécologues de révéler le sexe des enfants est inapplicable sur le terrain malgré les sanctions prévues.

(5) Les femmes représentent 54 % des illettrés.

(6) L'orange du drapeau indien symbolise l'hindouisme, le vert l'islam, le blanc les autres religions, la *chakra*, la roue du *dharma* (devoir) la neutralité et l'indianité.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

l'intérieur la guerre de « libération » du Cachemire, l'antinationalisme des musulmans indiens et les émeutes qui troublent la paix civile ; à l'extérieur l'hostilité islamiste au Pakistan, au Bangladesh et en Afghanistan.

Or, l'Inde n'a pas l'intention de devenir théocratique et d'instaurer un État hindou (P80). Elle s'est engagée à la liberté religieuse et à l'égalité des droits pour tous les citoyens. Laïque par conviction, elle croit au pluralisme (P90) et pendant des siècles les musulmans ont vécu en parfaite entente avec les hindous ⁽⁷⁾. L'unité entre hindous et musulmans ne doit pas cependant signifier la sujétion des hindous face aux menaces islamiques terroristes. La division politique entre musulmans et hindous doit disparaître (P86) dans l'avenir sinon l'Inde se trouvera affaiblie (P62) dans ses objectifs de croissance. Les gouvernements futurs, par la maîtrise législative et exécutive (un code civil unique), doivent défendre l'idée d'une harmonisation de la diversité religieuse en une unité intérieure cohérente sinon la société aura du mal à maintenir sa stabilité (P87). Ils devront rapidement distinguer l'indien musulman du terroriste musulman ⁽⁸⁾.

Le modèle politique (l'unité dans la diversité)

L'Inde est un État fédéral qui comprend 25 États établis sur des bases essentiellement linguistiques, et 7 territoires créés pour des raisons politiques ou historiques (Delhi, Pondichéry...). C'est une démocratie de type parlementaire inspirée du modèle britannique.

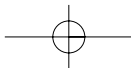
Les conditions indispensables pour un grand et puissant éveil politique en Inde sont de faire participer tous les groupes sociaux (P76) à la construction et à la protection de leur avenir ⁽⁹⁾. À moyen terme une forte décentralisation ⁽¹⁰⁾ devrait apporter de l'oxygène (P79) dans un pays où toute initiative nouvelle est étouffée, sinon brisée par une bureaucratie envahissante et omniprésente sous un contrôle gouvernemental central excessif (P92). Cette diminution de l'emprise

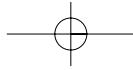
(7) Plus de 90 % des musulmans indiens sont les descendants d'hindous convertis et appartiennent à la nation indienne au même titre que les hindous eux-mêmes.

(8) Depuis les attentats du 11 septembre, les quelque 25 000 écoles coraniques du pays sont soupçonnées d'être des foyers de subversion.

(9) Démocratie participative ?

(10) Déjà initiée par le *Bharatiya Janata Party*, parti nationaliste hindou qui considère la démocratie comme une gloire de l'Inde ancienne.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

de l'État devrait se traduire par une renaissance (P84) du libéralisme indien ⁽¹¹⁾, par une force de création (P89) et d'expansion (P81). L'Union indienne serait une vraie fédération (P62) d'États autonomes qui s'autogouvernent ⁽¹²⁾. Le pouvoir central maintiendrait l'unité, gage de la sécurité intérieure et extérieure. Il serait aussi caution des équilibres économiques et des particularismes régionaux, de la Constitution, de la liberté et de la justice. Un tel équilibre ⁽¹³⁾ serait édifié sur la base de négociations entre les forces sociales. La relativisation du rôle de l'État est une évolution nécessaire à la renaissance du secteur privé exportateur (P87).

Le modèle culturel

Une modification si profonde de la société indienne ne peut se réaliser sur la base d'une culture intellectualisée n'ayant que des buts transcendants. Sa culture doit avoir aussi des valeurs pratiques et dynamiques (P76). Elle doit inventer pour l'individu des objectifs qui le stimulent et lui donnent la force de se développer tout en voulant amplifier son bien-être. Ceci va à l'encontre de la remise au goût du jour de certaines valeurs hindoues telles qu'elles sont prônées par une certaine droite hindoue.

En conclusion, la société indienne devra se définir (P88) à moyen terme par un juste équilibre entre la coopération et la compétition, entre l'individu et la communauté, entre la liberté et une inégalité non destructrice de l'individu (P89). Si ces questions ne sont pas prises au sérieux le modèle social indien est menacé de se modifier par les rapports de force (P86).

LA MAÎTRISE DE LA SÉCURITÉ GÉOPOLITIQUE

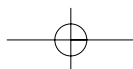
Le contexte

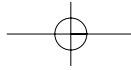
L'Inde nucléaire doit se tailler un espace stratégique conforme à ses nécessités économiques (P75) si elle veut jouer un rôle à la mesure de sa taille et de son poids démographique. Sa croissance

(11) À la place des partis centralisateurs et planificateurs autoritaires, le Parti du Congrès et son adversaire hindouiste le *Jan Sangh*.

(12) De grands *leaders* communistes gèrent aujourd'hui le Kerala et le Bengale occidental.

(13) Équilibre entre l'individu et la communauté, cf. le paragraphe sur l'éducation.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

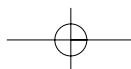
économique la rendra capable de maintenir, de rénover puis d'augmenter ses aptitudes défensives face aux forces centrifuges qui menacent sa souveraineté territoriale. Le Pakistan et la Chine, ses voisins et rivaux nucléaires, tissent un réseau d'alliances militaires et commerciales avec les pays du sud, du centre et de l'est de l'Asie. L'Inde, encerclée, s'arme et adopte une stratégie d'accords bilatéraux pour contrer l'axe Pakistan-Chine ⁽¹⁴⁾. La lutte contre le terrorisme international à partir de septembre 2001, devenue une priorité pour les États-Unis, diminue leur propre potentiel de rapport conflictuel avec l'Inde et renforce celui de coopération (nucléaire civil, surveillance des détroits en Asie du Sud-Est, lutte contre le terrorisme, partage des informations). Ceci légitime du même coup les inquiétudes de l'Inde vis-à-vis du Pakistan alors que la présence massive des États-Unis dans ce dernier apparaît comme une volonté de contrôler un pays instable et potentiellement déstabilisateur. Au centre du carré de forces Pakistan/Inde/Chine/États-Unis, le Cachemire apparaît comme le point focal de toutes les forces capables d'engendrer une future grande tension internationale.

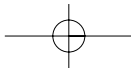
Le Pakistan qui est affaibli en Afghanistan et qui dispute à l'Inde le Kashmire et Jammu, veut internationaliser le désaccord du Cachemire pour que l'ONU participe à l'élargissement de ses frontières pour fonder « un pays de tous les musulmans ». Le Pakistan aurait désiré que l'Inde l'attaque pour pouvoir demander l'aide de la Chine qui le fournit déjà en armes.

L'Inde veut que Washington contrôle le Pakistan, foyer de l'islamisme international, et immobilise les infiltrations terroristes islamistes sur une région qu'elle estime stratégique. Elle veut aussi éviter une prolifération d'exigences centrifuges au Bhoutan et en Assam.

La Chine conteste à l'Inde des territoires au nord-ouest, au nord-est, au Sikkim et agit au Cachemire pour contenir une Inde qu'elle considère à juste titre comme son adversaire principal en Asie (militaire, nucléaire, économique). Elle a ainsi armé de nombreux mouvements séparatistes dans le nord-est de l'Inde et a aidé les

(14) États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Israël, Tadjikistan, Iran, Oman, Afrique du Sud, plusieurs pays du Sud-Est ont des accords de coopération militaire bilatéraux ou multilatéraux avec l'Inde, preuve de son importance géostratégique et début d'une reconnaissance internationale en tant que futur pôle de stabilité en Asie.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

Pakistanaï à acquérir la technologie nucléaire nécessaire à la fabrication de la bombe « islamique »⁽¹⁵⁾. Washington accepterait bien un Cachemire « indépendant » position stratégique devant la Chine...

Le défi posé par la Chine (situation conflictuelle Inde-Chine P83)

L'hégémonie

La Corée était la première étape du plan de campagne communiste pour dominer et prendre possession des régions septentrionales, puis du Sud-Est asiatique comme un prélude à leurs desseins hégémoniques sur le reste du continent. L'Inde a cédé au Cachemire et au Tibet, elle est aujourd'hui encerclée par la Chine. Si cette dernière poursuit ses intentions expansionnistes, une fois prête, sa trajectoire finale l'amènera à un fort antagonisme (P72) avec les États-Unis (et ses alliés). Cette hégémonie d'une Chine non démocratique est une menace (P93) qui rend impossible une unité continentale en Asie. L'enjeu est la création d'un gigantesque agrégat qui pourrait comprendre l'Asie septentrionale et étendre sa menace d'absorption sur l'Asie du Sud-Ouest menaçant la sécurité de l'Inde ainsi que celle de l'Asie occidentale. Ce mouvement d'encerclement accroît la possibilité d'une invasion par infiltration⁽¹⁶⁾, d'une submersion par une écrasante force militaire⁽¹⁷⁾, d'un asservissement à des institutions politiques et sociales non désirées. Le continent serait divisé en deux énormes masses qui entreraient en opposition mutuelle active et soulèveraient l'éventualité d'un troisième conflit mondial (P13).

La rivalité économique

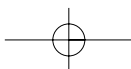
Le défi aujourd'hui lancé par la Chine est considérable. La réforme économique n'est pas un but mais l'instrument d'une stratégie de puissance dont l'objectif est de rétablir l'influence de la Chine impériale et d'acquérir une position centrale en Asie de l'Est. La puissance chinoise se modernise avec l'aide de l'Occident⁽¹⁸⁾. Elle est

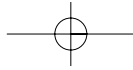
(15) Rapports de la CIA au Sénat américain.

(16) Cf. l'infiltration maoïste en Inde du Sud.

(17) Chine : armée de 2 900 000 hommes et 400 têtes nucléaires/Inde : 1 100 000 hommes et 60 têtes nucléaires.

(18) Croissance du PIB en 2003 entre 8 et 9 %.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

devenue le premier pays d'accueil des investissements directs internationaux en 2002 (52,7 milliards de dollars). Elle détient, avec le Japon, 900 milliards de dollars de réserve sous la forme de bons du Trésor américain ⁽¹⁹⁾. L'Asie de l'Est finance la dette et la consommation américaine. Les autorités chinoises désirent créer une zone régionale de libre-échange de l'Asie septentrionale alors que les exportations de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (*Asean*) en Chine ont déjà crû de 55 % au premier semestre 2003. Au Japon, seul pays capable de freiner cette expansion, les importations chinoises dépassent les importations américaines et les exportations nippones en Chine s'accroissent régulièrement. Cette tendance se retrouve en Corée du Sud, en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour.

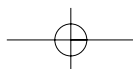
Cette stratégie aura pour effet à moyen terme en construisant des *Buffer States* économiques de réduire la dépendance chinoise vis-à-vis de la pression américaine. C'est une lutte pour le contrôle de la région entre la Chine et les États-Unis. L'Inde a compris qu'elle avait un rôle important à jouer en offrant une autre option à des pays qui à l'occasion quitteront à terme une dépendance américaine pour une autre.

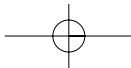
En Asie de l'Est et du Sud-Est, l'Inde répond par la *Look East Policy* qui ambitionne d'accroître ses échanges avec l'Asie orientale par des engagements économiques forts. L'Inde participe aussi à l'*Asean Regional Forum*, instance sur la sécurité régionale où se retrouvent avec les pays de l'*Asean*, l'Australie, le Canada, la Chine, le Japon, la Mongolie, la Nouvelle Zélande, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Union européenne.

La rivalité maritime

La Chine, qui convoite le rang de première puissance mondiale, revendique une marine de haute mer, reprenant un concept ancien : la puissance mondiale ou la déchéance. Or la puissance maritime c'est l'influence économique, mais aussi la protection ou la menace des voies d'accès des ressources énergétiques des vingt prochaines années.

(19) D'où l'idée asiatique de créer un Fond monétaire asiatique (FMA) en réaction au FMI après avoir créé l'*Asia Bond*, instrument monétaire commun pour mobiliser les réserves en devises étrangères accumulées dans la région.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

À ce sujet, la position de l'Union indienne est claire : « Il existe un consensus général reconnaissant à l'Inde une domination sur l'océan Indien, sans rivale parmi les États du littoral »⁽²⁰⁾. Les besoins de l'*Indian Navy* en 2020 sont, entre autres, de 3 sous-marins nucléaires, 2 porte-avions, 18 frégates *destroyers*, 15 sous-marins conventionnels, 18 corvettes lance-missiles. Le coût de 15 milliards de dollars pèsera très lourd sur l'économie indienne même avec une croissance de 6 % (à budget de défense constant) d'où les alliances militaires actuelles.

La rivalité au sujet des ressources et de l'énergie

En 2030, la Chine, qui devra nourrir 1,6 milliard de *ren-kou*⁽²¹⁾ sur 7 % des terres cultivables, devra importer près de 400 millions de tonnes de céréales par an⁽²²⁾. Elle consomme aujourd'hui 200 millions de tonnes de pétrole (500 en 2020) et l'Inde 56 millions (200 en 2020). La rivalité avec la Chine (ainsi qu'avec le Pakistan, l'Europe, les États-Unis et la Russie) se fera en Asie centrale ex-soviétique. Les ressources visées seront le pétrole, le gaz, l'or, l'uranium, le coton et le blé. En conséquence, l'Inde passe des accords économiques avec l'Iran (indispensable pour s'engager dans cette région) et avec le Turkménistan. Elle améliore ses relations actuelles avec la Russie pour la raccorder à son territoire par mer et par terre à travers l'Iran, l'Asie centrale et le Caucase. C'est le partage de l'expérience et des moyens dans la lutte contre le fondamentalisme musulman (qui inquiète les régimes ouzbek, tadjik, kirghize et turkmène) qui lui permettra à moyen terme de développer son autorité dans la région et d'acquérir une véritable dimension politique en Asie centrale.

**Le défi posé par le Pakistan
(conflit Inde-Pakistan P3, P19)⁽²³⁾**

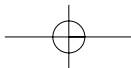
Le premier contentieux concerne le Cachemire. Perdre le Cachemire pour l'Inde c'est se déposséder du Pendjab et de

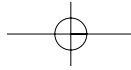
(20) R. Menon : « *Maritime Strategy for India* », *SP'S Lilitay Yearbook 98-99*.

(21) Les Chinois ne s'expriment pas en terme d'habitants, mais en terme de *ren-kou* : « bouche à nourrir ».

(22) De graves crises dans les pays incapables de suivre l'augmentation des cours seront à craindre (famine, troubles sociaux, tensions et guerres).

(23) Le conflit existe déjà, ces 2 variables représentent les probabilités que ces 2 pays entrent dans une guerre nucléaire ou dans une guerre conventionnelle de haute intensité.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

l'Haryana ; le conquérir pour le Pakistan, c'est gagner une position stratégique plus favorable ainsi que le contrôle des sources de l'Indus et de ses affluents. Poursuivre le conflit c'est affaiblir l'Inde. C'est plus qu'un conflit territorial, c'est un conflit d'identité : le Pakistan craint que l'Inde, qui n'a jamais accepté la partition de 1947 ne le démembrer en 4 petits États et l'Inde estime que l'agressivité de son voisin est un refus de sa laïcité.

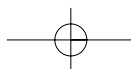
Le second contentieux concerne le terrorisme. L'Inde a obtenu l'inscription de deux groupes actifs (constitués de mercenaires afghans et de cadres pakistanais) au Cachemire sur la liste des organisations interdites. Ces groupes revendiquent le rattachement du Cachemire au Pakistan, mais aussi la « libération » des musulmans en Inde de la « domination » hindoue.

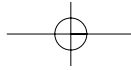
Les suites du 11 septembre 2001 ont entraîné un Pakistan féodal terroriste (où l'armée est le seul garant de l'unité nationale) dans une conversion vers une démocratie mal acceptée par les clans durs islamistes soutenus antérieurement par le pouvoir. L'heure est à la lutte contre le terrorisme islamique et à la restitution de l'autorité de l'État.

Le Pakistan joue aujourd'hui son avenir

Les forces centrifuges sont d'une telle puissance que seul un pouvoir fort peut uniformiser des prémisses de règles démocratiques dans ce tissu social fragilisé. Cette trajectoire passera par des réformes (éducation, lutte contre la pauvreté) secondées à moyen terme par un secteur commerçant profitant des *pipelines* de pétrole et de gaz naturel qui arriveront directement d'Asie centrale. Ce changement devrait réduire les tensions et la question du Cachemire devrait trouver une solution bilatérale de semi-autonomie avec l'Inde. Un conflit de haute intensité avec l'Inde dans les années à venir n'est plus envisageable (P19), le risque à moyen terme est une partition du Pakistan (P83) ⁽²⁴⁾ et, en se séparant, les régions concernées seront tentées par la protection de l'Inde. Cela ferait une sorte de confédération. Avant cela l'Inde devrait se rapprocher de son voisin et le soutenir dans sa tentative de modernisation.

(24) Avec le danger d'une perte de contrôle de l'armement nucléaire.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

Le défi posé par les États-Unis et les instances internationales

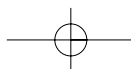
L'Inde dans les quinze ans à venir va croître en puissance et en influence, et si elle n'accepte pas les règles globales des grandes puissances (États-Unis, Chine...), elle s'exposera à des sanctions économiques voire militaires. Son objectif est d'être considéré différemment et de se faire reconnaître comme une grande puissance sur laquelle il faut compter pour la sécurité en Asie et avec qui il faut décider ⁽²⁵⁾. Or dans le polycentrisme international futur, les États-Unis chercheront à contenir l'apparition de centres de puissance indépendants, transformant en opposants de demain les alliés d'hier. Pour eux l'Inde se situe au même rang que l'Argentine ou le Brésil, ce qu'elle n'accepte pas. Dans le passé, son isolement l'a déjà rapprochée de la Russie et demain elle pourrait, à son grand regret toutefois, trouver des avantages à renforcer ses relations stratégiques avec la Russie et même la Chine (même au prix de futures sanctions économiques). Ce serait une très grande erreur stratégique de la part de l'Occident.

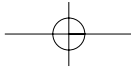
Les États-Unis se contenteront de ce que l'Inde fasse contre-poids à la menace chinoise et devienne le « gendarme régional » de l'Asie du Sud et de l'*Indian Lake*. La tâche de l'Inde sera de persuader les États-Unis de leur intérêt à partager et répartir le pouvoir décisionnel entre un ensemble plus large d'acteurs dans un environnement multipolaire et non unipolaire. Ce concept légitime sera de plus en plus partagé et la plus grande démocratie du monde devrait trouver des alliés en la France, l'Allemagne, l'Union européenne, l'*Asean*, l'Australie, le Japon, la Russie, la Chine, le Brésil, le Mexique... Nombreux seront les États à contester l'omniprésence américaine sur la scène internationale, l'arrogance et la certitude du puissant, son interventionnisme politique et militaire ou son comportement agressif sur les marchés à fort potentiel de croissance.

CONCLUSION : LA PERTINENCE DE L'OUTIL

Il est très difficile de traduire dans un schéma linéaire un ensemble de plus de 2 000 variables qui agissent les unes sur les

(25) Pékin refuse toujours à l'Inde un siège à un Conseil de sécurité.





Anticipation des crises :
application à l'Inde

autres dans le temps, modifiant ici des tendances, renforçant là d'autres.

Cet article ne peut remplacer la compréhension intuitive obtenue par la perception instantanée et dynamique des facteurs décisifs convergents sur une tendance profonde. Tout est relié et se tient par des liens, certains réels, d'autres flous. En effet, des variables, qui ne sont pas reliées à une autre par une relation d'influence directe, peuvent, une fois atteints certains seuils décisifs, influencer celle-ci par la convergence dynamique de leurs effets combinés.

Cet outil permet de hiérarchiser les paramètres qui sont les plus sensibles, les plus déterminants dans l'évolution d'une nation, c'est-à-dire ceux sur lesquels il faut agir.

Il permet aussi de définir des seuils, en deçà desquels il ne se passera rien, au-delà desquels les choses évolueront.

Grace à cet outil, le décideur peut élaborer une authentique stratégie : des objectifs clairs et atteignables, un terme et des moyens pour obtenir les résultats escomptés en n'agissant que sur la dizaine de paramètres importants.

Gilles LEGRAND

M. Gilles Legrand est expert en modélisation des systèmes complexes au sein du groupe *Cap Gemini Ernst & Young*, où il contribue à l'élaboration des outils d'anticipation et de simulation susceptibles d'être utilisés dans l'avenir par la Défense. Au niveau international, il est responsable de l'offre « *International and National Crisis Management* » qu'il a créée.

